

Contradictions françaises

Béatrice Majnoni d'Intignano

Publié par Commentaire, hiver 2004.

Dans sa réponse à Nicolas Baverez, Alain Besançon évoquait les deux étages superposés des humeurs du « noyau révolutionnaire » français. « En haut des idéaux : l'égalité, le nationalisme, le rêve d'une société nouvelle fraternelle. En bas, des passions inexprimées, le goût de la violence et un certain nihilisme anarchiste ». Il en fait un noyau, certes irréductible, mais minoritaire. Ce dualisme touche en réalité une large majorité de la population française et permet de comprendre pourquoi si peu de réformes ont été engagées par un gouvernement bénéficiant pourtant de la légitimité démocratique, soutenu par un parti ayant eu le temps de s'y préparer et disposant de modèles persuasifs à l'étranger. La réforme des retraites s'est limitée à adopter des mesures déjà proposées dans le Livre blanc de Michel Rocard en 1980, se contentant d'étendre au secteur public l'allongement de cotisations que la réforme Balladur de 1993 n'avait pas eu le courage d'appliquer au secteur public, sans oser revenir aujourd'hui sur les règles de faveur dont bénéficient les pensions des fonctionnaires (ajustées aux salaires des six derniers mois au lieu des 25 meilleures années ; retraite plus précoce dans les services publics). L'OCDE, dans son récent rapport rappelle que cette réforme sera insuffisante pour résorber les déficits attendus. Alors, pourquoi hésiter ?

Consommateurs modernistes, travailleurs conservateurs.

Les Français souffrent, tel le chimiste de Stevenson¹, d'un dédoublement de personnalité : ils sont modernistes en tant que consommateurs et conservateurs en tant que travailleurs. Leur première moitié, Dr Jekyll, vote avec leurs pieds dans les supermarchés ; aimant les cartes de crédit, les téléphones portables et les DVD, les jouets chinois. Ils plébiscitent la diffusion rapide du progrès technique, la concurrence et le libre échange, adhérant alors sans réserves à la société capitaliste. Voyez comme ils ont adopté l'euro ! Ils sentent bien cette facette là de leur personnalité protégée par la construction européenne et par l'OMC. La concurrence étrangère contraint dorénavant les entreprises à répercuter leurs progrès de productivité sur les consommateurs par des baisses de prix, qui augmentent notre pouvoir d'achat à tous. *Consommateurs* au grand jour donc, les Français disent aussi dans les sondages désirer les réformes. Mais attention ! Ils en refusent la logique : éthique de responsabilité, revenu lié à la productivité, survie liée au travail, incitation à créer et à entreprendre, fort taux d'activité et durée longue du travail, création permanente d'emplois dans le secteur privé. Ils refusent aussi de comprendre que cette logique condamne le travail non qualifié dans les pays du Nord.

La seconde moitié de la personnalité des Français, Mr Hyde, s'exprime en politique, par la voix des syndicats ou des médias, et de temps en temps, folklore bien français, dans la rue. *Travailleurs* dans l'obscurité du désir, ils adhèrent alors à la logique de la société salariale de l'industrie du XIX^e siècle ou de la bureaucratie du XX^e siècle, voire à certains principes des anciens pays communistes : éthique collectiviste, revenu lié au statut, survie garantie par l'Etat providence, droit au travail et obligation d'employer, emplois publics protégés et chômage déguisé. Dans les familles, dont beaucoup comptent aujourd'hui un chômeur et un fonctionnaire, chacun rêve de voir le chômeur devenir fonctionnaire ! Et combien de nos étudiants se voient plus volontiers postier ayant épousé l'institutrice que créateur d'entreprise ? Notre seconde moitié, protectionniste et anti-américaine, se sentant en harmonie, en sympathie avec les alter-mondialistes, s'oppose aux conséquences des techniques modernes sur les entreprises et sur l'emploi, adhère à la logique de réduction du temps de travail et aux 35 heures. D'où la fascination pour Attac et José Bové !

¹ R. L. Stevenson, *Dr Jekyll et Mr Hyde*, 1886

Cette facette de la personnalité française moderne se manifeste en politique : 40% d'abstentions et 30% de votes aux extrémistes le 21 avril 2002. Elles s'exprime aussi par la voix des syndicats. Leur défaut de légitimité, leur faible implantation (6%), le fait qu'ils représentent surtout les intérêts du secteur public, qu'ils soient débordés sur leur gauche et perdent du terrain n'y fait rien. Les syndicats sont en effet surtout implantés dans les grandes entreprises : Air France, France Télécom, La poste, EDF-GDF, RATP & SNCF qui regroupent 90% de l'emploi des entreprises publiques. Ils sont dès lors capables de prendre en otage la société civile et économique. Or, ils prétendent encore parler au nom de l'ensemble des travailleurs, bien que leur attitude d'opposition les éloigne de toute participation constructive aux conditions de travail. Notre seconde personnalité s'exprime enfin dans les médias qui préfèrent parler plans sociaux des grandes entreprises industrielles plutôt que décrire la création d'emploi des petites entreprises de services, sans comprendre que l'emploi dépend de la somme des deux.

Ce dédoublement de personnalité comporte une composante psychiatrique. Chez Stevenson le chimiste de l'époque victorienne ne peut séparer en lui le bien du mal. Il les vit séparément le jour et la nuit. Michel Schneider, dans « *Big mother*² » a admirablement montré comment ce bizarre écartèlement français entre l'individualisme exacerbé par le marché et la protection croissante exigée de la mère Etat providence génère des exigences schizophréniques du type : « Créez des emplois financés par un prélèvement obligatoire qui pèsera sur l'emploi ». Les Français sont attachés à leur sécurité sociale, solidaires, très famille ; les Françaises plutôt bien intégrées à la société et aidées par l'Etat ou la sécurité sociale, ce dont elles témoignent en travaillant tout en ayant beaucoup d'enfants par rapport aux autres européennes. Mais ces contradictions sapent peu à peu la croissance économique et donc l'avenir.

La majorité nourrie par l'Etat

Les revenus et le niveau de vie d'une majorité de français dépendent en effet de décisions étatiques. Le décompte est saisissant. Pour 20 millions d'emplois du secteur privé, on compte 4,9 millions de fonctionnaires et assimilés (fonction publique, collectivités locales, fonction hospitalière), 1,1 million d'employés des services publics, 2,3 millions de chômeurs, 2 millions d'emplois aidés, 1,6 millions de RMI, soit 12 millions, auxquels il faut ajouter 0,7 millions d'agriculteurs nourris par la PAC, 1 million de médecins et d'hospitaliers honorés par la sécurité sociale et 1 million d'intermittents du spectacle, soit 14,6, plus, *in fine*, 11 millions de retraités. Donc plus de 25 millions d'adultes vivent de transferts ou de revenus définis par l'Etat et l'Etat providence pour 20 millions vivant du secteur privé. En politique cela s'appelle une majorité et les syndicats, représentatifs ou marginaux, tirent leur force de cette réalité qu'ils représentent et soutiennent au lieu de soutenir l'ensemble du monde du travail, ce pour quoi ils ont été créés.

Statut	Nombre (million, arrondi)
<u>Emploi privé</u>	<u>20</u>
Fonction publique	2,3
Collectivités locales	1,7
Hôpitaux	0,8
Entreprises publiques	1,1
Médecins/autres ville	0,2
Emplois aidés jeunes	1 (0,6 hors apprentis)
Agriculteurs	0,7
Int. spectacle	1
<i>Préretraites/autres</i>	
<i>RMI/AAH</i>	1,6
<i>Chômeurs</i>	2,3
<i>retraités</i>	11

² M. Schneider, *Big Mother*, Odile Jacob, 2002

Concrètement, à quoi conduit la contradiction ? Cette majorité, sans s'en rendre compte, tire ses revenus de la croissance économique qui seule nourrit l'Etat et l'Etat providence, lequel ne peut que redistribuer la richesse ! Si cette croissance s'étouffe, le niveau de vie de cette majorité périllicera à long terme. Et *l'Usine à chômeurs*³ reprend du souffle. Là réside la nœud gordien de cette deuxième phase du mandat de J. P. Raffarin. Dans la prise de conscience de cette réalité économique. Les Américains et les Anglais ont choisi leur camp : celui du libéralisme, et éradiqué le chômage né des chocs pétroliers. Les pays de l'Est ont abandonné le leur. Les Allemands et les Français restent écartelés entre les deux modèles, à la recherche d'une troisième voie. L'école, les syndicats et les médias les y encouragent. Seuls les pays scandinaves et quelques autres petits pays, réalistes car très ouverts au commerce international par définition, ont su concilier Etat providence généreux et marché du travail souple pour obtenir un fort taux d'activité. Les accords hollandais de Wassenaar en 1982 organisèrent la stabilité du coût du travail, le reflux de la dépense publique, qui a baissé de 55% à 42% du PIB entre 1982 et 2001, enfin incitèrent au travail à temps partiel individuel. Résultat : une forte hausse du taux d'activité et une croissance soutenue pendant plus de dix ans. Les Suédois, en supprimant les allocations de chômage à qui refuse deux fois un emploi offert ou une formation qualifiante, avec l'accord des syndicats, évitent le chômage. Dans les pays du Nord, syndicats et partis politiques font preuve de réalisme depuis longtemps et savent négocier des compromis. Ils en sont remerciés par un fort taux de syndicalisation : 85% en Suède, 75% au Danemark. Les gouvernements allemand et italien commencent à parler vrai et à former des majorités de projet (accord des partis au pouvoir et d'opposition sur des réformes majeures) : pour la retraite et la santé.

Etrange contradiction

Cette contradiction entre nos consciences de la chose économique conduit à une étrange situation. Les grandes entreprises françaises et les importateurs répondent avec célérité aux exigences du consommateur ; elles doivent en même temps s'adapter aux contraintes destinées à satisfaire le travailleur. Elles s'organisent avec les employés les plus qualifiés, les plus efficaces et en utilisent le plus faible nombre possible. Les chiffres en témoignent. Les actifs français du secteur privé figurent en effet parmi les plus productifs du monde : leur performance égale celle des Américains. Nos grandes entreprises et beaucoup de PME se sont restructurées et déployées à l'étranger, par croissance externe et par prise de contrôle depuis une dizaine d'année. Les importantes sorties de capitaux, souvent perçues comme des tentatives de délocalisations, témoignent surtout de cet effort réussi des entreprises françaises pour s'internationaliser. Plusieurs, comme Lafarge ou Air Liquide sont première mondiale dans leur secteur. Cette performance provient d'une intense substitution du capital au travail jusqu'au milieu des années 1990. Si bien que le nombre d'emplois en France égale celui de l'époque des chocs pétroliers : 20 à 22 millions d'emplois non aidés selon la conjoncture. Plus grave, la France souffre aujourd'hui d'un *chômage classique*, c'est à dire dû à l'incapacité ou au refus des entreprises de satisfaire un besoin ou une demande. Certaines entreprises préfèrent limiter leur activité faute de pouvoir embaucher ou par crainte de le faire sans pouvoir licencier en cas de difficulté. Dans le bâtiment et les travaux publics, cherchez le plombier, dans la restauration, cherchez le serveur ou le boucher, dans les hôpitaux, cherchez l'infirmière ! Le bâtiment affirme rechercher 200 000 compagnons ; les hôpitaux vont chercher les infirmières en Espagne. Avec 2,3 millions de chômeur et 5 millions de personnes déclarant vouloir travailler plus. Ces difficultés de recrutement, qui coexistent avec le chômage, bloquent la croissance. L'inquiétude liée au chômage à son tour risque de déstabiliser le consommateur.

³ B. Majnoni d'Intignano, *L'usine à chômeurs*, Pocket, 1999 ; *L'instabilité monétaire*, Que sais-je ? 2003

Chômage classique et chômage keynésien

Ainsi le *chômage classique* pourrait-il faire renaître le *chômage keynésien*, par insuffisance de la demande. L'OCDE souligne, dans son récent rapport sur la France, que le programme « 35 heures », s'il a pu contribuer à accélérer la décrue du chômage conjoncturel, a accéléré les tensions sur le marché du travail et les goulets d'étranglement, si bien que le chômage structurel n'aurait pas reculé. La France reste incapable de mobiliser sa population d'âge actif. Nous travaillons moins longtemps dans l'année et sur une durée de vie active plus courte que tous nos voisins : 35 heures pendant 35 ans (de 25 à 60 ans). Notre chômage ne descend pas au-dessous de 9% en période de forte croissance, alors qu'il baisse sous les 5% dans les petits pays européens et dans les pays anglo-saxons. Si bien que le taux d'activité (rapport entre la population réellement employée et la population d'âge actif) reste bas en France comme en Allemagne : 61% en France, 66% en Allemagne, contre 74% aux Etats-Unis ou en Suède, 72% au Royaume-Uni et jusqu'à 78% en Norvège. En pondérant ces taux d'activité par la durée du travail, on obtient un indicateur comparatif significatif de la force de travail utilisée dans un pays, illustré par le tableau ci-dessous.

Pays Chiffres OCDE 2001	(1) Nombre d'heures par an et par salarié	(2) Taux d'activité de 15 à 65 ans	(3) = (1) x (2) Temps de travail pondéré sur vie
France	1500	61%	916,5
Allemagne	1478	66%	980
Pays-Bas	1365	73%	996
Suède	1634	74%	1212
Royaume-Uni	1696	72,5%	1230
Etats-Unis	1974	74%	1462
Japon	1842	69%	1270

La France obtient de bons résultats à l'exportation, où notre part de marché reste stable alors que celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne, mais en utilisant le moins de travail.

Le secteur public, lui, obtient de plus en plus d'emplois : +10% depuis 1990, et des augmentations de salaires supérieures à celles du privé à long terme : le salaire net moyen atteint 23 300 euros dans le secteur public contre 20 400 dans le secteur privé. Mais on creuse ainsi sa propre tombe. La rémunération du secteur public dépend en effet de la croissance. En étouffant celle-ci par ses grèves, son manque d'efficacité et son coût, il se condamne à l'appauvrissement. La croissance potentielle américaine atteint 3,5% par an ; celle de l'Europe reste en dessous de 2,5%. Si bien que l'écart de niveau de vie entre nos deux continents s'accroît depuis 1990.

Sortir du rêve

La société française vit dans le rêve : écartelée entre ses aspirations collectivistes pour le monde du travail qui freinent sa modernisation, et son appétit pour le monde moderne dans ses choix de consommation et de vie, incompatible avec la rigidité du monde du travail et sa préférence pour l'emploi public, qui bloque la croissance. L'auto-satisfaction et l'auto-flagellation, ces deux fétichismes de la France d'après les trente glorieuses, ne fournissent plus de solution. La canicule, le malaise du monde médical, les inégalités de traitement entre les régions ou les classes sociales, contredisent les jugements péremptaires sur *Le meilleur système de santé au monde* !

Seul le langage vérité paiera car seul il peut faire sortir du rêve. Mais à quelle facette de la personnalité des Français s'adresser ? Jean-Pierre Raffarin, nommé pour réformer, se trouve écartelé entre Dr Jekyll & Mr Hyde !